

Unité départementale de la Marne
Parc Technologique Henri Farman
10 rue Clément Ader
51100 Reims

Reims, le 21/10/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 01/10/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ARD - Plateforme biotechnologique

Les Terres Rouges
51110 Pomacle

Références : D2i 2025-961
Code AIOT : 0005704001

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 01/10/2025 dans l'établissement ARD - Plateforme biotechnologique implanté Route de Bazancourt 51110 Pomacle. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection s'inscrit dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle (PPC).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ARD - Plateforme biotechnologique
- Route de Bazancourt 51110 Pomacle
- Code AIOT : 0005704001
- Régime : Enregistrement

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

ARD est une société de recherche et développement en biotechnologie industrielle.

Le site comporte plusieurs installations :

- rubrique n°2921: Tours Aéro-Réfrigérante (E)
- rubrique n°2630 : fabrication de ou à base de détergents et savons (D)
- rubrique n°2680 : utilisation d'organismes génétiquement modifiés de classe de confinement 1 (D)
- rubrique n°4130 : substances à toxicité aiguë catégorie 3 pour les voies d'exposition par inhalation (D)
- rubrique n°4331 : liquides inflammables de catégorie 2 ou catégorie 3 (DC)
- rubrique n°4422 : substances et mélanges autoréactifs (D)
- rubrique n°4510 : dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie aiguë 1 ou chronique 1 (DC)

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se

- conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾ | Proposition de délais |
|----|---|---|--|-----------------------|
| 1 | Formation | Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 23 | Demande de justificatif à l'exploitant | 3 mois |
| 2 | Analyse Méthodique des Risques | Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.1.a | Mise en demeure, respect de prescription | 3 mois |
| 3 | Suivi de la concentration en Legionella Pneumophila | Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.3.a et b | Mise en demeure, respect de prescription | 3 mois |
| 5 | Plan de surveillance | Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.3 | Demande d'action corrective | 3 mois |
| 6 | Stratégie de traitement préventif | Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.2.b | Mise en demeure, respect de prescription | 3 mois |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Autre information |
|----|----------------------|--|-------------------|
| 4 | Procédure de gestion | Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.1.b | Sans objet |
| 7 | Nettoyage annuel | Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.2.c | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'Inspection a constaté que l'exploitant a manqué à plusieurs de ses obligations réglementaires en ce qui concerne ses Tours Aéro-Réfrigérantes (TAR). En l'occurrence, le rapport met en avant des manquements sur l'Analyse Méthodique des Risques (AMR), sur la localisation des points de prélèvement pour analyse légionelles et sur la stratégie de traitement préventif. Ces constats ont mené l'Inspection à proposer une mise en demeure.

Sur d'autres points, tels que le suivi des formations et le plan de surveillance, l'Inspection reste en attente de justificatifs et d'actions correctives de la part de l'exploitant.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Formation

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 23 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Légionelle |
| Prescription contrôlée : L'exploitant désigne nommément une ou plusieurs personnes référentes ayant une connaissance de la conduite de l'installation, des dangers et inconvénients que son exploitation induit, des produits utilisés ou stockés dans l'installation et des dispositions à mettre en œuvre en cas d'incident. L'exploitant s'assure que cette ou ces personnes référentes [...] sont formées en vue d'appréhender selon leur fonction le risque de dispersion et de prolifération des légionelles associé à l'installation. Ces formations sont renouvelées périodiquement, et a minima tous les cinq ans, de manière à s'assurer que les personnels soient informés de l'évolution des connaissances en matière de gestion de ce risque. Ces formations portent a minima sur : <ul style="list-style-type: none">- les conditions de prolifération et de dispersion des légionelles ;- les moyens préventifs, correctifs et curatifs associés (y compris caractéristiques et stratégie d'utilisation des produits de traitement, et moyens de surveillance) ;- les dispositions du présent arrêté. [...] |
| Constats : L'Analyse Méthodique des Risques (AMR) identifie plusieurs personnes comme étant responsables d'un pôle de compétence (ex : surveillance, réglementaire, technique, ...) mais ne dénomme pas explicitement les référents et intérim pour chacun de ces pôles. Par courriel du 03/10/2025, l'exploitant a transmis des éléments répondant à ce sujet. Le personnel est formé périodiquement par un prestataire externe et par un module de formation dispensé en interne. Par sondage, l'Inspection a constaté pour un responsable et un intérim qu'ils avaient été formés au risque légionelles par un prestataire. Leurs formations respectives étaient datées au 29/09/2025 et au 12/11/2024. Il n'est pas constaté d'écart à la prescription contrôlée sur ces points. |

| |
|---|
| <p>En revanche, il a été constaté que l'exploitant ne suit pas la formation des prestataires en ce qui concerne le risque légionelles. Ce suivi est essentiel pour attester de leur compétence à intervenir sur les Tours Aéro-Réfrigérante (TAR) du site.</p> |
| <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'Inspection demande à l'exploitant de transmettre dans un délai de 3 mois :</p> <ul style="list-style-type: none"> - un justificatif attestant de la formation suivie par les prestataires sur le risque légionelles ; - la procédure interne mise en place pour s'assurer périodiquement de la validité de formation des prestataires sur le risque légionelles. |
| <p>Type de suites proposées : Avec suites</p> |
| <p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p> |
| <p>Proposition de délais : 3 mois</p> |

N° 2 : Analyse Méthodique des Risques

| |
|---|
| <p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.1.a</p> |
| <p>Thème(s) : Risques chroniques, Légionelle</p> |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Une analyse méthodique des risques de prolifération et de dispersion des légionelles [AMR] est menée sur l'installation.</p> <p>Cette analyse consiste à identifier tous les facteurs de risques présents sur l'installation et les moyens de limiter ces risques. Certains facteurs de risques peuvent être supprimés par la mise en œuvre d'actions correctives. [...]</p> <p>L'AMR analyse de façon explicite les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la description de l'installation et son schéma de principe, ses conditions d'aménagement ; - les points critiques liés à la conception de l'installation ; - les modalités de gestion des installations de refroidissement, les différents modes de fonctionnement et configurations hydrauliques de l'installation : conduite en fonctionnement normal ou intermittent, arrêts complets ou partiels, redémarrages, interventions relatives à la maintenance ou l'entretien, changement dans le mode d'exploitation, incidents, etc. ; - les situations d'exploitation pouvant conduire à un risque de concentration élevée en légionelles dans l'eau du circuit de refroidissement, notamment les éventuelles mesures compensatoires dont l'installation peut faire l'objet au titre des point I-2 c et II-1 g du présent article. <p>Dans l'AMR sont analysés les éventuels bras morts de conception ou d'exploitation, et leur criticité évaluée notamment en fonction de leur volume et du caractère programmé ou aléatoire du passage en circulation de l'eau qu'ils contiennent. Le risque de dégradation de la qualité d'eau dans le circuit d'eau d'appoint est également évalué. [...]</p> <p>[...]</p> <p>En cas de changement de stratégie de traitement, ou de modification significative de l'installation, ou encore dans les cas décrits aux points II-1 et II-2 b, et a minima une fois par an, l'analyse méthodique des risques est revue par l'exploitant, pour s'assurer que tous les facteurs de risque liés à l'installation sont bien pris en compte, suite aux évolutions de l'installation ou des</p> |

techniques et des connaissances concernant les modalités de gestion du risque de dispersion et de prolifération des légionelles. La révision de l'AMR donne lieu à une mise à jour des plans d'entretien et de surveillance et à la planification, le cas échéant, de nouvelles actions correctives. Les conclusions et éléments de cette révision sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Constats :

L'AMR du site identifie 3 TAR :

- B01 refroidit la cuve de bioconversion + F200 (type ouverte) avec une puissance de 1954 kW
- B02 refroidit le fermenteur 180 (type ouverte) avec une puissance de 2200 kW
- B03 refroidit la boucle usine (type fermée) avec une puissance de 3500 kW

Les installations sont en service depuis 2009.

La dernière mise à jour de l'AMR date de 2025.

A date de la visite, il a été constaté dans l'AMR :

- l'absence d'un schéma de principe lisible et comportant les éléments essentiels de compréhension (ex : circuit de l'eau, point de prélèvement, etc.). Le point d'injection du traitement était quant à lui identifié dans le bassin ;
- l'absence d'identification des bras morts de conception ou d'exploitation associée à une évaluation de leur criticité ;
- l'absence d'identification des modes de fonctionnement et de l'évaluation des risques associée à chacun d'eux.

Il est à noter que l'exploitant détient un document en marge de l'AMR qui identifie les bras morts mais pas leur criticité. L'Inspection rappelle que l'AMR doit être exhaustive et autoportante.

Par courriel du 03/10/2025, l'exploitant a transmis une AMR modifiée comportant :

- un schéma de principe auquel il faut ajouter le point d'injection du traitement qui n'apparaît pas ;
- les bras morts identifiés mais l'évaluation de leur criticité n'apparaît pas ;
- une colonne dans l'analyse des risques qui a été ajoutée mentionnant le mode « normal » et le mode « nettoyage ». Ce complément est bien insuffisant dans la mesure où tous les modes de fonctionnement ne sont pas traités (ex : 2 TAR fonctionnement 20 semaines par an, ce qui devrait conduire à se questionner sur l'intermittence/arrêt/redémarrage) et l'ensemble des facteurs de risque identifiés ne sont pas analysés pour chaque mode de fonctionnement.

Compte-tenu des éléments, l'AMR présentée par l'exploitant est incomplète, elle ne répond pas en tout point à la prescription contrôlée et ne permet donc pas à l'Inspection de s'assurer d'une maîtrise des risques suffisante. Il est proposé à Monsieur le Préfet de la Marne de mettre en demeure l'exploitant de respecter ses obligations réglementaires.

| |
|--|
| <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'Inspection demande à l'exploitant de transmettre dans un délai de 3 mois à compter de la notification de l'arrêté de mise en demeure :</p> <ul style="list-style-type: none"> - une AMR tenant compte notamment des constats réalisés. |
| <p>Type de suites proposées : Avec suites</p> |
| <p>Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription</p> |
| <p>Proposition de délais : 3 mois</p> |

N° 3 : Suivi de la concentration en Legionella Pneumophila

| |
|---|
| <p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.3.a et b</p> |
| <p>Thème(s) : Risques chroniques, Légionelle</p> |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>La fréquence des prélèvements et analyses des Legionella pneumophila est au minimum mensuelle pendant la période de fonctionnement de l'installation. Ces prélèvements sont effectués selon la norme NF T90-431 (avril 2006). [...]</p> <p>Cette fréquence d'analyse s'applique dès lors que l'installation de refroidissement est en fonctionnement, que le fonctionnement soit continu ou intermittent.</p> <p>Le prélèvement est réalisé [...] sur un point du circuit d'eau de refroidissement où l'eau est représentative du risque de dispersion des légionelles dans l'environnement et hors de toute influence directe de l'eau d'appoint. Pour les circuits où l'eau est en contact avec le process à refroidir, ce point est situé si possible en amont et au plus proche techniquement possible de la dispersion d'eau, soit de préférence sur le collecteur amont qui est le plus représentatif de l'eau dispersée dans un flux d'air.</p> <p>Ce point de prélèvement, repéré sur l'installation par un marquage, est fixé sous la responsabilité de l'exploitant. Il doit permettre la comparaison entre les résultats de plusieurs analyses successives.</p> <p>[...]</p> |
| <p>Constats :</p> <p>L'exploitant procède à une analyse mensuelle sur chaque circuit de TAR, soit 3 analyses mensuelles.</p> <p>L'Inspection a constaté que la saisie des résultats de mesures légionelles sur le logiciel de Gestion Informatisée des Données d'Auto-Surveillance (GIDAF) a été renseignée. Cependant, la pièce justificative qu'est le compte-rendu d'analyse des eaux prélevées n'est jointe à aucune déclaration. L'Inspection a pu consulter par sondage des compte-rendus d'analyses sur l'année 2025. Ceux-ci ne révèlent pas de dépassements (mai, juin et juillet 2025).</p> <p>L'exploitant s'est engagé à joindre l'ensemble des compte-rendus d'analyse en remontant à minima jusqu'au 5 dernières années.</p> <p>Sur le schéma de principe transmis par courriel du 03/10/2025, l'exploitant fait apparaître son</p> |

point de prélèvement en vue d'analyser la présence de légionelles. L'Inspection constate que le point de prélèvement est situé sur un point du circuit d'eau de refroidissement qui n'est pas représentatif du risque de dispersion des légionelles dans l'environnement et qui n'est pas en dehors de toute influence directe de l'eau d'appoint. Il est à ajouter que l'appoint d'eau (tout juste en amont du point de prélèvement) dessert le bassin ; c'est dans ce bassin que l'injection de produits de traitement est réalisé. La proximité immédiate de l'appoint d'eau et de l'injection des produits de traitement influence inévitablement les résultats d'analyse à tendre vers l'absence de légionelles alors que le plus haut risque se situe avant la dispersion dans un flux d'air, soit à l'opposé de sa localisation actuelle.

Les points de prélèvement ont été constatés physiquement lors de la visite terrain pour les trois TAR.

Pour ce qui concerne le point de prélèvement, l'Inspection propose à Monsieur le Préfet de mettre en demeure l'exploitant de respecter ses obligations réglementaires.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'Inspection demande à l'exploitant de transmettre dans un délai de 3 mois à compter de la notification de l'arrêté de mise en demeure :

- l'emplacement des nouveaux points de prélèvement pour chaque circuit TAR ainsi que la justification de ce choix. Un échéancier de travaux peut-être transmis.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Procédure de gestion

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.1.b

Thème(s) : Risques chroniques, Légionelle

Prescription contrôlée :

[...]

En particulier, chacune des situations de dépassement de concentration en *Legionella pneumophila* décrite au point II du présent article fait l'objet d'une procédure particulière.

[...]

Constats :

Pour la procédure en cas d'un dépassement supérieur à 100 000 UFC/l (Unité Formant Colonie par litre), il est constaté une incohérence. L'analyse légionelle est située chronologiquement après la remise en service de la ventilation, ce qui ne concordait pas avec les propos de l'exploitant tenus précédemment au cours de la visite. L'exploitant a reconnu que cet élément méritait d'être corrigé.

Il est à ajouter que l'exploitant ne distingue pas clairement quelle partie de l'installation peut être remise en fonctionnement après traitement ou non. L'objectif est d'éviter tout risque de

| |
|---|
| dispersion lié à une éventuelle remise en fonctionnement, par erreur, de la ventilation des TAR avant vérification de l'efficacité des actions de nettoyage. Il serait pertinent que l'exploitant apporte des précisions sur ce point. |
| Compte-tenu du fait que l'exploitant a su démontrer sa connaissance de la conduite à tenir en cas de dépassement, les éléments sus-cités relèvent plutôt d'une remarque de l'Inspection et seront à prendre en compte lors de la mise à jour de la procédure. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 5 : Plan de surveillance

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.3 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Légionelle |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Dans le cadre du plan de surveillance, l'exploitant identifie les indicateurs physico-chimiques et microbiologiques pertinents qui permettent de diagnostiquer les dérives au sein de l'installation, en complément du suivi obligatoire de la concentration en <i>Legionella pneumophila</i> dans l'eau du circuit, dont les modalités sont définies ci-dessous. Pour chaque indicateur, l'exploitant définit des valeurs cibles, des valeurs d'alerte ainsi que des valeurs d'actions.</p> <p>Les prélèvements et analyses permettant le suivi de ces indicateurs sont réalisés par l'exploitant selon une fréquence et des modalités qu'il détermine afin d'assurer une gestion efficace du risque de prolifération et de dispersion des légionelles. Toute dérive implique des actions curatives et correctives déterminées par l'exploitant, dont l'efficacité est également suivie par le biais d'indicateurs.</p> <p>L'exploitant adapte et actualise la nature et la fréquence de la surveillance pour tenir compte des évolutions de son installation, des connaissances en matière de gestion du risque légionelles et des impacts de l'installation sur l'environnement.</p> <p>[...]</p> |
| <p>Constats :</p> <p>L'Inspection a constaté par sondage que le produit anti-corrosion et le biodispersant ne sont pas étudiés dans les produits de décomposition.</p> |
| <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'Inspection demande à l'exploitant de transmettre dans un délai de 3 mois :</p> <ul style="list-style-type: none"> - un plan de surveillance intégrant les produits anti-corrosion et biodispersant. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande d'action corrective |
| Proposition de délais : 3 mois |

N° 6 : Stratégie de traitement préventif

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.2.b |
| Thème(s) : Risques chroniques, Légionelle |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant met en œuvre un traitement préventif de l'eau à effet permanent, pendant toute la durée de fonctionnement de l'installation, dont l'objectif est à la fois de réduire le biofilm et de limiter la concentration en légionelles libres dans l'eau du circuit.</p> <p>L'exploitant peut mettre en œuvre tout procédé de traitement, physique et/ou chimique, dont il démontre l'efficacité sur la gestion du risque de prolifération et dispersion des légionelles.</p> <p>L'exploitant s'efforce de concevoir ce traitement préventif de manière à limiter l'utilisation de produits néfastes pour l'environnement.</p> <p>Dans tous les cas, l'exploitant décrit et justifie la stratégie de traitement préventif adoptée dans la fiche de stratégie de traitement préventif jointe au plan d'entretien.</p> <p>Dans le cas où le traitement préventif comprend un traitement chimique, les concentrations des produits dans l'eau du circuit sont mises en œuvre à des niveaux efficaces pour la gestion du risque de prolifération et de dispersion des légionelles, ne présentant pas de risque pour l'intégrité de l'installation et limitant les impacts sur le milieu.</p> <p>L'exploitant justifie du choix des produits de traitements utilisés, de leurs caractéristiques et modalités d'utilisation (fréquence, quantités), au regard des paramètres propres à l'installation (notamment les matériaux, le volume), des conditions d'exploitation et des caractéristiques physico-chimiques de l'eau du circuit à traiter, en particulier la qualité de l'eau d'appoint, la température et le pH. Il s'assure de la compatibilité des molécules entre elles, afin d'éviter les risques d'interaction qui réduisent l'efficacité des traitements et altèrent la qualité des rejets.</p> <p>En cas d'utilisation d'injections ponctuelles de biocide(s) en traitement préventif, l'exploitant justifie que cette stratégie de traitement est la mieux adaptée à son installation et la moins impactante pour l'environnement.</p> <p>Les stratégies de traitement préventif par injection de biocides non oxydants en continu sont limitées aux cas où l'exploitant justifie qu'aucune stratégie alternative n'est possible.</p> <p>Dans tous les cas, l'exploitant mentionne dans la fiche de stratégie de traitement les produits de décomposition des produits de traitement susceptibles de se trouver dans les rejets de l'installation de refroidissement et les valeurs de concentration auxquels ils sont rejetés. [...]</p> <p>Le dispositif de purge de l'eau du circuit permet de maintenir les concentrations en sels minéraux dans l'eau du circuit à un niveau acceptable, en adéquation avec la stratégie de traitement de l'eau. [...]</p> <p>L'exploitant dispose de réserves suffisantes de produits pour faire face à un besoin urgent ou à des irrégularités d'approvisionnement.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>La stratégie de traitement de l'exploitant se compose pour les trois circuits d'un :</p> <ul style="list-style-type: none"> - anti corrosion et dispersant (sur appoint en préventif) - biodispersant (sur appoint en préventif) - biocide oxydant (dosage asservi à l'appoint d'eau) utilisé en préventif et curatif - biocide non oxydant (injection manuelle, 1x/semaine en préventif) préventif et curatif - biocide non oxydant (injection manuelle, 1x/semaine en préventif) préventif et curatif |

| |
|---|
| <p>L'injection à titre préventif de BNO (Biocide Non Oxydant) en choc ponctuel à fréquence fixe constitue un traitement continu. Ce type de stratégie de traitement est limité uniquement au cas où aucune autre stratégie alternative n'est possible pour l'installation.</p> <p>Lors des périodes de fonctionnement, l'exploitant utilise le BNO une fois par semaine (une semaine sur deux).</p> <p>Lors des périodes de ralentissement de l'utilisation des TAR, l'exploitant justifie l'injection manuelle de BNO par une impossibilité d'utiliser le BO. En effet, le dosage de BO étant asservi à l'appoint d'eau, lorsqu'il n'y a pas d'appoint d'eau, il n'y a pas de BO injecté ce qui augmente le risque de développement des légionelles.</p> <p>Par conséquent, la stratégie adoptée ne vise pas à réduire au mieux l'impact environnemental puisqu'aucune autre alternative n'a été étudiée, ce qui constitue un écart.</p> <p>L'Inspection propose à Monsieur le Préfet de mettre en demeure l'exploitant de respecter ses obligations réglementaires.</p> |
| <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'Inspection demande à l'exploitant de transmettre dans un délai de 3 mois à compter de la notification de l'arrêté de mise en demeure :</p> <ul style="list-style-type: none"> - une stratégie de traitement tenant compte des constats réalisés. |
| <p>Type de suites proposées : Avec suites</p> |
| <p>Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription</p> |
| <p>Proposition de délais : 3 mois</p> |

N° 7 : Nettoyage annuel

| |
|---|
| <p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.2.c</p> |
| <p>Thème(s) : Risques chroniques, Légionelle</p> |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Une intervention de nettoyage, par actions mécaniques et/ou chimiques, de la ou des tour(s) de refroidissement, de ses (leurs) parties internes et de son (ses) bassin(s), est effectuée au minimum une fois par an.</p> <p>[...]</p> <p>Si le nettoyage préventif annuel nécessite la mise à l'arrêt complet de l'installation, et que l'exploitant se trouve dans l'impossibilité technique ou économique de réaliser cet arrêt, il en informe le préfet et lui propose la mise en œuvre de mesures compensatoires. L'inspection des installations classées peut soumettre ces mesures compensatoires à l'avis d'un tiers expert. Ces mesures compensatoires sont, après avis de l'inspection des installations classées, imposées par arrêté préfectoral pris en application de l'article R. 512-31 du code de l'environnement.</p> <p>[...]</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Le dernier rapport de nettoyage annuel est daté au 27/03/2025 pour une intervention du 24 au 25</p> |

mars 2025 d'un prestataire. Le nettoyage se fait avec une installation mise à l'arrêt. L'exploitant déclare ne pas avoir d'impact sur son process lors de l'arrêt de l'installation. En effet, ce nettoyage est réalisé chaque année en mars, période d'arrêt d'activité pour le site.

Par sondage, il n'est pas constaté d'écart à la prescription contrôlée.

Type de suites proposées : Sans suite